

## Tendances conjoncturelles

4<sup>e</sup> trimestre 2015

### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À MAYOTTE

#### Timide amélioration de la conjoncture

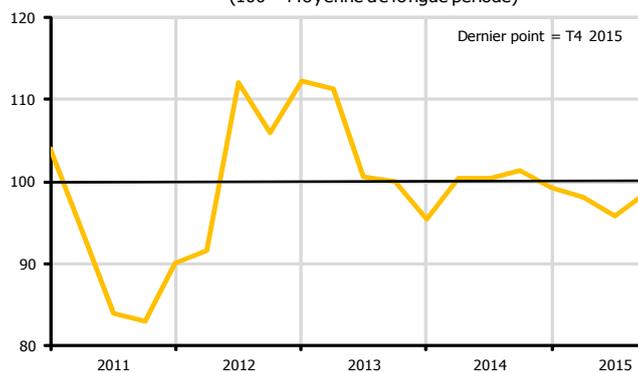
Après la régression enregistrée au trimestre précédent, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) se redresse au quatrième trimestre de 2,9 points pour s'établir à 98,7 points. Il demeure toutefois en dessous de sa moyenne de longue période pour le quatrième trimestre consécutif (-1,3 point).

Ce léger redressement de l'ICA est soutenu essentiellement par les prévisions positives des chefs d'entreprise sur le trimestre à venir (contribution de 2,5 points à l'ICA). Les réalisations du quatrième trimestre contribuent également à améliorer l'ICA, mais dans un degré moindre (0,4 point). Les entrepreneurs portent notamment une opinion positive sur l'évolution de leur activité passée et à venir ainsi que sur leurs perspectives d'investissement. Cela est toutefois atténué par une perception défavorable de leur trésorerie et des délais de paiement de leur clientèle.

La progression de l'ICA s'accompagne d'une meilleure orientation des principaux indicateurs macro-économiques. La consommation des ménages retrouve un dynamisme, profitant entre autres d'une nouvelle baisse des prix. Les entreprises revoient leurs prévisions d'investissement à la hausse, tandis que la demande d'emploi s'infléchit. Les importations connaissent également une nette augmentation.

Cette éclaircie conjoncturelle bénéficie également à l'activité des secteurs. En rupture avec la tendance défavorable de l'ICA sur les trois premiers trimestres de l'année 2015, elle demande toutefois à être confirmée au cours des trimestres à venir, compte tenu notamment de certains éléments de dégradation du contexte socio-économique de l'île (conflit concernant la gestion du port, contestation des nouveaux taux d'octroi de mer).

Indicateur du climat des affaires à Mayotte  
(100 = Moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

T  
E  
N  
D  
A  
N  
C  
E  
S

#### L'AFRIQUE DU SUD LUTTE CONTRE L'INFLATION

En **Afrique du Sud**, la Banque centrale a de nouveau relevé son taux directeur de 50 points de base en novembre et de 25 points en janvier 2016. En un an, le taux directeur est passé de 4,75 % à 6,75 %. Cette hausse répond à une priorité donnée au contrôle de l'inflation, dans un contexte de forte dépréciation du rand. L'inflation s'établit à 6,2 % à fin janvier 2016. La croissance de l'économie sud-africaine reste faible, avec une hausse de 0,6 % du PIB en rythme trimestriel annualisé au quatrième trimestre 2015 (+0,7 % au deuxième trimestre). Sur l'ensemble de l'année, la croissance est de +1,3 % en 2015 (+1,5 % en 2014).

L'économie **malgache** reste bien orientée au quatrième trimestre 2015. Le rythme de progression de l'encours des crédits octroyés au secteur privé s'accélère : +6,4 % entre septembre et décembre 2015, après +4,8 % à fin septembre et +3,8 % à fin juin. La fréquentation touristique s'inscrit en hausse, ainsi que les exportations de biens alimentaires. Par ailleurs, les importations de biens d'équipement augmentent de 24,7 %. Parallèlement, la Banque centrale de Madagascar a mis en place des mesures d'ajustement techniques, afin de réduire la volatilité de l'Ariary. Ces dernières ont permis une appréciation de la monnaie face à l'euro et au dollar US, et ainsi de contenir l'inflation (+7,6 % sur un an), notamment l'inflation importée provenant des produits pétroliers.

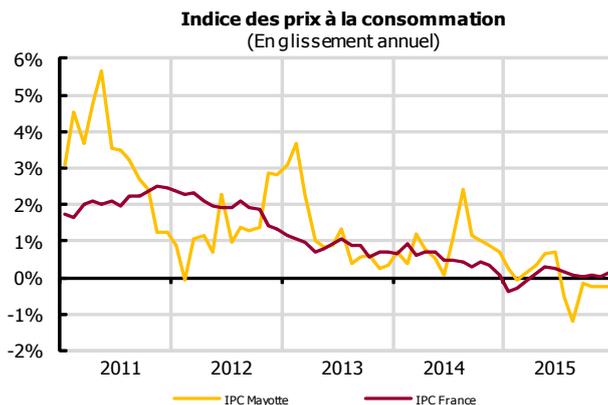
Aux **Seychelles**, le nombre de touristes augmente de 16,5 % sur un an au quatrième trimestre 2015. Sur l'ensemble de l'année, la fréquentation touristique progresse de 18,5 % et atteint un nouveau record avec plus de 276 000 touristes accueillis. Par ailleurs, l'encours des crédits octroyés au secteur privé progresse de 1,7 % entre septembre et décembre 2015. À l'inverse, les importations de biens d'équipement baissent de 3,0 %, mais restent bien orientées sur l'ensemble de l'année. Les exportations de produits des industries agroalimentaires se contractent à nouveau.

L'activité économique de **l'Île Maurice** ralentit au troisième trimestre 2015, avec une hausse du PIB de 1,1 % (CVS), après +1,9 % le trimestre précédent. La consommation finale des ménages soutient toujours la croissance (+3,0 % sur un an), tandis que l'investissement décline de nouveau (-0,8 %). En conséquence, la Banque centrale mauricienne a baissé son taux directeur de 25 points de base en novembre 2015, afin de relancer l'économie.

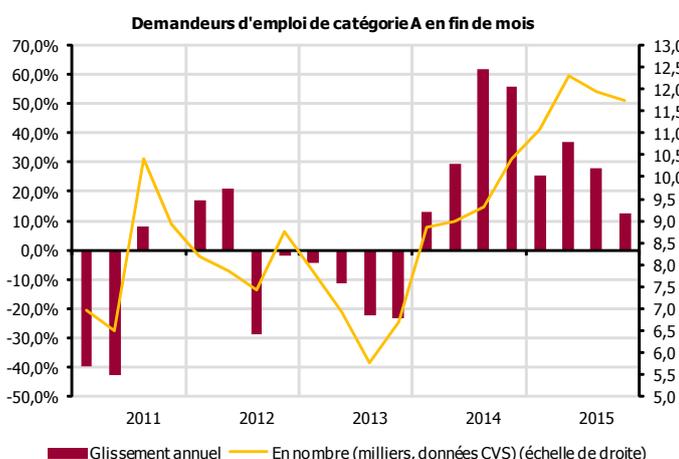
## Tassement des prix à la consommation

L'Indice des prix à la consommation (IPC) s'inscrit à nouveau en baisse au quatrième trimestre (-0,2 %), sous l'effet du repli concomitant des prix des produits manufacturés (-1,0 %), de l'énergie (-1,0 %) et des produits alimentaires (-0,4 %). Cette diminution est limitée par l'évolution des prix des services qui augmentent de nouveau (+0,7 %).

Les prix à la consommation se contractent également en glissement annuel (-0,3 %). Cette évolution s'explique par la forte chute des prix de l'énergie (-4,1 %) et des produits manufacturés (-3,8 %) et dans une moindre mesure par celle des prix des produits alimentaires (-0,4 %). Les prix des services marchands augmentent cependant de manière sensible (+3,4 %) et atténuent ce recul général des prix.



## La demande d'emploi diminue



Après une augmentation continue depuis le troisième trimestre 2013, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) inscrits à Pôle emploi diminue au quatrième trimestre (-1,8 %) pour s'établir à 11 733 personnes (données CVS).

Cette baisse concerne principalement les femmes (-6,1 %), tandis que le nombre d'hommes à la recherche d'un emploi augmente légèrement (+0,4 %). Toutes les catégories d'âge enregistrent un repli. Ainsi, les demandeurs d'emploi de moins de 25 ans reculent-ils de 2,7 %, ceux de 25 à 49 ans de 4,6 % et ceux de plus de 50 ans de 3,3 %.

En revanche, en glissement annuel, la demande d'emploi continue d'augmenter fortement. Ainsi, de décembre 2014 à décembre 2015, le nombre de DEFM A s'accroît-il de 12,5 %. Cette hausse touche autant les femmes (+8,2 %) que les hommes (+17,7 %). Elle affecte également toutes les catégories d'âge, le nombre de DEFM A progressant de 8,0 % pour les moins de 25 ans, de 11,7 % pour les 25-49 ans et de 13,1 % pour les plus de 50 ans.

## Regain de la consommation des ménages

Après avoir affiché quelques signes de ralentissement au trimestre précédent, la consommation des ménages retrouve du dynamisme au quatrième trimestre.

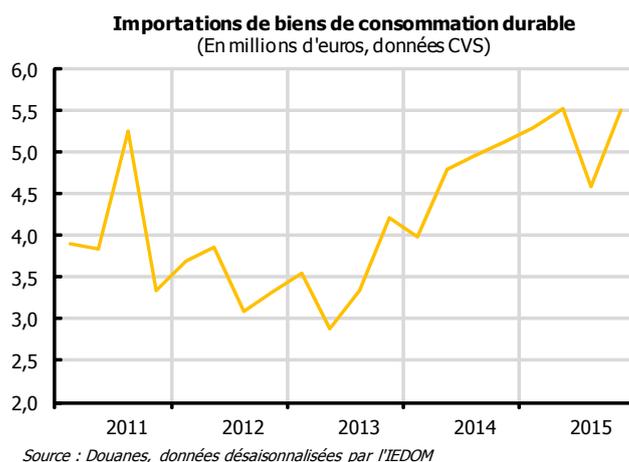
En effet, tous les indicateurs suivis progressent, dont certains de manière sensible. Ainsi, les importations de produits destinés à l'usage des ménages évoluent positivement, les biens d'équipement du foyer de 19,8 % (données CVS) et les produits courants de 8,4 %.

Par ailleurs, les commerçants expriment une opinion favorable quant à l'évolution de leur activité au quatrième trimestre, et demeurent optimistes pour le premier trimestre 2016.

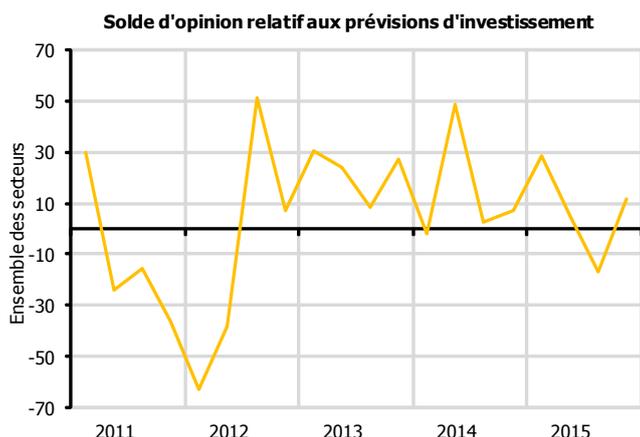
Les immatriculations de véhicules neufs augmentent fortement (+15,2 % sur le trimestre et +19,3 % en glissement annuel).

Enfin, l'encours des crédits à la consommation poursuit sa progression. Il s'améliore légèrement sur le trimestre (+0,8 %) mais enregistre une forte hausse sur un an (+12,4 %).

Les indicateurs de vulnérabilité des ménages évoluent très peu sur le trimestre. En revanche, de décembre 2014 à décembre 2015, le nombre de personnes physiques interdites bancaires s'accroît de 6,0 % (+107 personnes) et le nombre de retraits de carte bancaire de 8,5 % (+49 cartes bancaires retirées).



## Légère reprise des investissements



Source : Enquête de conjoncture IEDOM, données CVS

L'investissement est en phase avec l'évolution conjoncturelle du quatrième trimestre. Les intentions d'investir des entreprises sur un an se relancent, contrairement au trimestre précédent où elles avaient fortement chuté. Le solde d'opinion relatif aux prévisions d'investissement augmente de 28,7 points et devient positif.

Les indicateurs relatifs à l'investissement au quatrième trimestre sont également bien orientés. Les importations de biens d'équipement professionnel s'inscrivent en hausse (+11,1 %, CVS), tout comme celles de biens intermédiaires (+6,7 %, CVS).

De même, l'encours bancaire de crédits à l'habitat des entreprises croît de 4,3 %.

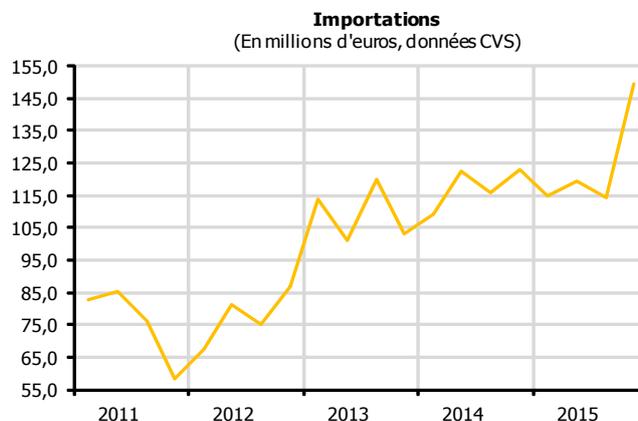
En revanche, l'encours bancaire de crédits à l'investissement se contracte de nouveau (-0,7 %, après -4,7 % au troisième trimestre).

## Nette augmentation des importations

Les importations s'accroissent nettement au quatrième trimestre, de 30,6 % (CVS), après une baisse de 4,3 % au trimestre précédent.

Les principales catégories de produits portent cette forte hausse des importations, aussi bien celles destinées aux ménages que celles spécifiques à l'activité des entreprises, spécialement les biens d'équipement du foyer (+19,8 %) et les biens d'équipement professionnel (+11,1 %).

En revanche, les exportations mahoraises chutent fortement (-18,1 %, CVS) et ne représentent plus que 1,9 million d'euros (contre 2,3 millions d'euros au trimestre précédent).



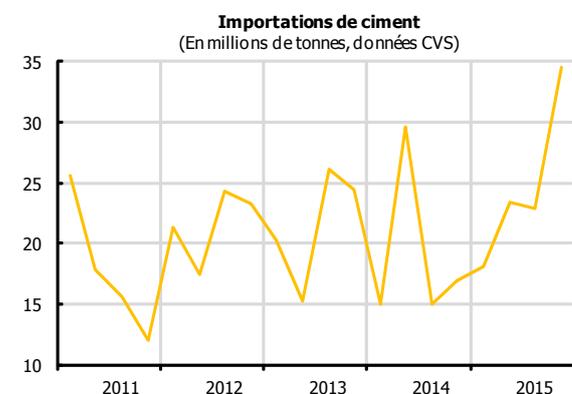
Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

## UNE REPRISE MODÉRÉE DE L'ACTIVITÉ GLOBALE

Alors que les chefs d'entreprise anticipaient une moindre dégradation de leur activité au quatrième trimestre, les résultats sont meilleurs que leurs prévisions. En effet, les professionnels jugent leur activité en progrès, et prévoient encore une amélioration au trimestre prochain. Toutefois, après plusieurs trimestres où l'activité était dégradée, cette reprise reste modérée et fragile et demande à être confirmée dans les trimestres à venir.

Dans le secteur primaire, l'activité d'exportation chute fortement dans la **filière aquacole**, après une stabilité au trimestre précédent. En effet, les exportations de poissons d'élevage reculent de 67,6 % (-59,3 % sur un an). Au quatrième trimestre, seulement 1,9 tonne de poissons d'élevage a été exportée contre 5,8 tonnes au troisième trimestre. La **filière de l'élevage** connaît une évolution inverse, avec 1,3 tonne d'espèces avicoles importée contre seulement 0,4 tonne lors des deux derniers trimestres.

Dans le secteur du **BTP**, les réalisations sont conformes aux anticipations des chefs d'entreprise. En effet, si l'activité demeure faible et dégradée, la détérioration est moins marquée qu'au trimestre précédent. Cela fait suite à un troisième trimestre qui avait également enregistré une moindre dégradation de l'activité dans le secteur comparé au début de l'année. Les professionnels du secteur formulent des prévisions optimistes pour le premier trimestre 2016, avec l'espoir d'une relance de la commande publique. Cette moindre dégradation de l'activité s'est accompagnée d'une forte hausse des



Source : Douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

importations de ciment (+50,8 % et +103,5 % sur un an, CVS). Les entreprises déplorent tout de même un allongement des délais de paiement qui ont des conséquences néfastes sur leur trésorerie. Elles redoutent également une adaptation difficile aux évolutions législative et fiscale qui pourraient entraver l'amélioration espérée et affaiblir l'activité. En effet, la mise en place de la nouvelle convention collective du BTP ainsi que de la nouvelle réforme de l'octroi de mer apparaissent comme des difficultés supplémentaires pour un secteur dont l'activité est déprimée depuis plusieurs trimestres.

L'activité du secteur du **commerce** s'est nettement améliorée, contrairement aux prévisions des commerçants qui s'attendaient à une légère progression. Les chefs d'entreprise du secteur ont toutefois un jugement négatif sur leur trésorerie, qu'ils estiment dégradée. Ils maintiennent une opinion positive sur leurs prévisions d'investissement et déclarent une stabilité de leurs effectifs. Pour le premier trimestre 2016, ils affichent un optimisme et prévoient une activité encore bien orientée dans le secteur.

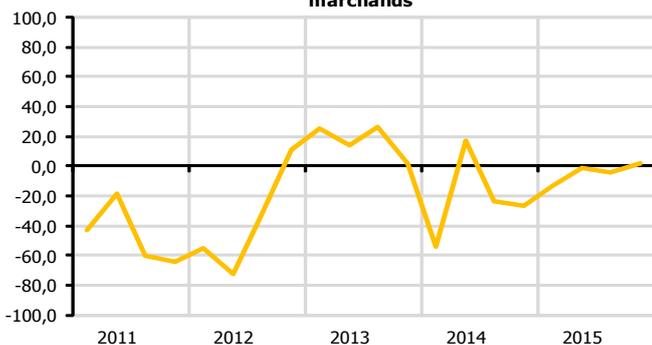


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Dans le secteur des **services marchands**, l'activité s'améliore et se redresse légèrement. Cependant, les chefs d'entreprise expriment toujours des intentions d'investir en recul. Ils jugent également leur trésorerie détériorée et notent une baisse de leurs effectifs. Ils sont pessimistes pour le premier trimestre 2016 et prévoient une baisse de l'activité.

L'**activité touristique** bénéficie une nouvelle fois d'une hausse importante du nombre de vols desservant Mayotte (+24,0 %, +14,2 % sur un an). Cette évolution n'est toutefois pas suivie par le trafic passager, qui demeure quasiment stable sur le quatrième trimestre (+0,6 %, -1,8 % sur un an, CVS).

**Soldes d'opinion relatifs à l'activité des services marchands**



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

## ÉCONOMIE MONDIALE : DÉGRADATION DES PERSPECTIVES

La croissance mondiale s'établirait à +3,1 % en 2015 après +3,4 % en 2014, selon l'édition de janvier 2016 des « Perspectives de l'économie mondiale » publiée par le FMI. Les risques de dégradation des perspectives se sont accentués depuis octobre, l'affermissement du dollar et l'accroissement de la volatilité sur les marchés financiers s'ajoutant aux grandes évolutions actuellement en œuvre (ralentissement de l'économie chinoise, baisse des cours des produits de base et volatilité des capitaux dans les pays émergents sur fond de crainte d'un resserrement de la politique monétaire américaine). Le FMI a par conséquent abaissé de 0,2 point ses prévisions de croissance pour 2016 et 2017, à 3,4 % et 3,6 % respectivement. Ces révisions s'expliquent aussi par le fléchissement de la croissance dans les pays émergents.

Aux États-Unis, la croissance se maintiendrait à un niveau soutenu en liaison avec les conditions financières toujours accommodantes et le desserrement de la contrainte budgétaire. Au total, elle se situerait à 2,5 % en 2015 et à 2,6 % en 2016. Les premières estimations pour le quatrième trimestre font état d'une croissance trimestrielle de 0,2 % contre 0,5 % le trimestre précédent. Sur le plan monétaire, la FED a mis fin à sept années de politique de taux zéro en initiant en décembre 2015 un cycle de resserrement monétaire.

Après une année 2014 décevante marquée par la stabilité de l'activité, le Japon devrait renouer avec la croissance en 2015 (+0,6 %) et 2016 (+1,0 %).

Dans la zone euro, la reprise modérée se confirmerait, toujours favorisée par la baisse des prix de pétrole, l'assouplissement de la politique monétaire et la dépréciation de l'euro. De 0,9 % en 2014, la croissance de la zone passerait à 1,5 % en 2015 et à 1,7 % en 2016. Le FMI table sur une croissance quasi stable aussi bien en Allemagne (+1,5 % en 2015 et + 1,7 % en 2016) qu'en France (de +1,1 % en 2015 à +1,3 % en 2016). En revanche, la croissance diminuerait en Espagne (+3,2 % en 2015 et +2,7 % en 2016).

En France, au quatrième trimestre 2015, comme au troisième trimestre, le PIB en volume augmente de 0,3 % selon les chiffres de l'INSEE. Les dépenses de consommation des ménages reculent (-0,2 % après 0,5 %) tandis que la formation brute de capital fixe (FBCF) s'accélère nettement (+0,7 % après +0,1 %).

En Chine, la transition vers un nouveau modèle de croissance est perçue comme un risque par les marchés financiers, comme en témoignent certaines turbulences récentes. La croissance y diminuerait progressivement, passant de +7,3 % en 2014 à +6,9 % en 2015 puis à +6,3 % en 2016. Le FMI prévoit une récession en 2015 en Russie (-3,7 %) et au Brésil (-3,8 %).

**Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)**

**Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)**

Directeur de la publication : H. GONSARD – Responsable de la rédaction : Y. MAYET

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : mars 2016 – Dépôt légal : mars 2016 – ISSN 1952-9619